



**29^e édition du Moussem culturel
international d'Assilah**

**Intervention de
Son Excellence Monsieur Abdou DIOUF
Secrétaire général de la Francophonie**

Assilah, Maroc, 4 août 2007

Vous comprendrez que je veuille, avant toute chose, remercier Sa Majesté le Roi Mohamed VI, le Royaume du Maroc, le Gouvernement et le peuple marocain, pour la qualité, la chaleur, la cordialité de l'accueil qui nous est, ici, réservé. Je voudrais dire aussi toute ma gratitude à Son Excellence Monsieur Mohamed BENAÏSSA, qui nous invite, dans le cadre de la Fondation du Forum d'Assilah, à débattre, à dialoguer, à poser un regard franc, lucide, constructif sur les relations entre l'Afrique et l'Europe.

De fait, beaucoup reste à dire, à concevoir, à mettre en œuvre. Disant cela, je n'oublie pas que des relations étroites se sont tissées, de longue date, entre l'Europe et l'Afrique. Je n'oublie pas que L'Union européenne fournit, chaque année, 60% de l'aide que reçoit l'Afrique. Mais il faut dire, aussi, que les sept longues années qui nous séparent du premier Sommet Europe-Afrique du Caire, le report de 2003 à 2007 de la deuxième rencontre qui devrait se tenir à Lisbonne, en décembre prochain, sont autant de signes de la difficulté mais aussi de l'urgence de relancer, de renforcer, d'institutionnaliser, enfin, le dialogue et les relations entre ces deux grands continents.

A cet égard, je souhaiterais, en guise d'introduction à notre débat, vous faire part, en toute simplicité, de mes craintes, de mes convictions, de mes espoirs.

Les craintes que je nourris sont tout à la fois motivées par le regard que je porte sur l'aide publique au développement, telle qu'elle s'est déployée au cours de ces quarante dernières années, par la difficulté qu'éprouve la communauté internationale à honorer ses déclarations, ses engagements en faveur de l'Afrique, par la succession, enfin, des approches qui ont présidé aux relations Nord-Sud, au fil de notre histoire récente. Qu'il s'agisse des relations de colonisateurs - colonisés qui ont perduré, parfois au-delà des mouvements d'indépendance, qu'il s'agisse du clientélisme qui a prévalu durant la Guerre froide, qu'il s'agisse des relations bailleurs de fond- bénéficiaires qui lui ont succédé. Autant d'approches différentes, dans lesquelles les intérêts des uns et des autres n'étaient pas toujours bien partagés.

Nous sommes en passe - j'en suis convaincu - d'écrire une nouvelle page des relations Nord-Sud, parce que le monde a changé, parce que les équilibres géopolitiques ont changé, parce que la mondialisation nous a changés.

Alors il ne faudrait pas qu'une fois encore des préoccupations éminemment stratégiques président à la nature du partenariat que nous devons instaurer.

Il ne faudrait pas que l'intérêt porté à l'Afrique soit un moyen au lieu d'être une fin.

Il ne faudrait pas que l'intérêt porté à l'Afrique soit dicté par le fait qu'elle est un continent riche en matières premières, en sources d'énergies renouvelables, en eau, en ressources agricoles, en main d'œuvre, un continent dont dépend la sécurité énergétique des grands consommateurs mondiaux, un continent qui fournit les Etats-Unis en pétrole à hauteur de 10%, et la Chine à hauteur de 25%.

Il ne faudrait pas que l'intérêt porté à l'Afrique soit dicté par le fait qu'elle est un continent de plus en plus convoité, un terrain où de nouveaux acteurs se livrent une concurrence politique, économique, militaire.

Il ne faudrait pas que l'intérêt porté à l'Afrique soit dicté par l'accroissement des flux migratoires. Si ces exils forcés sont l'occasion d'ouvrir enfin les yeux sur ce qui les motive, alors je dis tant mieux. Si ces exils forcés sont l'occasion d'ouvrir enfin les yeux sur les conditions de vie ou plutôt de survie que fuient ces émigrés, alors tant mieux. Mais prenons garde à ne pas vouloir s'attaquer aux conséquences, et aux conséquences seulement, sans traiter les causes.

Disant cela, je pense aux immenses défis auxquels l'Afrique reste confrontée!

Défi démographique : d'ici à 2025 la population de l'Afrique subsaharienne atteindra 1,1 milliard d'habitants.

Et pourtant :

- plus de 5 500 personnes meurent du SIDA chaque jour,
- le taux de mortalité infantile est de 90 pour mille, alors qu'il est de 7 pour mille en Europe,
- l'espérance de vie en Afrique est de 46 ans, contre 75 ans en Europe.

Défi de l'urbanisation : d'ici à 2030, la moitié de la population de l'Afrique vivra et travaillera en ville, sachant que 72% de cette population urbaine vit, aujourd'hui, dans des bidonvilles.

Défi de la pauvreté : 40% des Africains vivent avec moins d'un dollar par jour.

Défi alimentaire : près de 34% des Africains souffrent de carence alimentaire grave, seulement 58% d'entre eux ont accès à une eau potable.

Défi sanitaire : c'est en Afrique que l'on retrouve les deux tiers des nouveaux cas de VIH, et les trois quarts des décès qui y sont liés, tandis qu'un enfant meurt du paludisme toutes les 30 secondes.

Défi éducatif : 40% des Africains de 15 ans et plus sont analphabètes, c'est aussi le cas de 50% des femmes de 25 ans et plus.

Défi de la gouvernance et de la paix : l'Afrique est la région qui compte le plus d'Etats fragiles ou déliquescents, le plus de crises humanitaires. Un cinquième de sa population vit dans des zones de conflit.

Défi de la communication : la ville de New York compte plus d'internautes que le continent africain tout entier.

Défi de l'emploi : l'Afrique a le taux de chômage chez les jeunes le plus élevé du monde, et elle perd environ 20 000 professionnels par an au profit des pays industrialisés.

Défi de la dette : 32 des 38 pays les plus endettés au monde se trouvent en Afrique. Plus grave encore : la moitié de chaque dollar versé au titre de l'aide, revient vers les pays nantis, en guise de remboursement de la dette.

Défi de l'environnement : on peut, en l'état actuel des choses, avancer que les changements climatiques frapperont l'Afrique de plein fouet dans la mesure où ils risquent d'augmenter la présence de certaines maladies, d'entraîner une baisse quantitative et qualitative de l'eau, et d'aggraver le problème de la sous-alimentation.

Nous devons tous avoir à l'esprit ces réalités brutales, intolérables, qui doivent être martelées, jour après jour, par-delà les Conférences internationales, les Déclarations, les éclairages médiatiques sans lendemain, par-delà ces décennies, ces années, ces semaines, ces journées déclarées Journées mondiales de l'eau, des réfugiés, de l'alphabétisation, de la paix, de l'alimentation, de l'enfance, du Sida, des droits de l'Homme, ou des migrants...

Vouloir appeler, ainsi, l'attention de l'opinion publique internationale sur ces enjeux majeurs est louable, mais cela ne suffit pas ! Je dirais même que ces manifestations solennelles et ponctuelles présentent autant de risques que de bienfaits : le risque de lasser les opinions publiques, de substituer la parole à l'action, de véhiculer une image figée de l'Afrique, celle d'un continent voué à la fatalité du sous-développement.

Il n'y a pas de fatalité ! L'Afrique l'a montré et démontré en peu de temps, pour peu que l'on veuille bien se rappeler le temps qu'il a fallu à l'Europe pour renouer avec la paix, pour se construire, se structurer, du temps qu'il a fallu pour mettre un terme aux dictatures sud-américaines et aux guerres civiles d'Amérique centrale. Je pourrais multiplier les exemples.

Je vous livrerais simplement quelques chiffres!

En 1973, trois pays africains organisaient des élections multipartites. En 2005, ils étaient quarante.

Le taux d'accès à l'enseignement secondaire est passé de 28% en 1991, à 46% en 2003.

L'Afrique a connu, en 2004, la croissance économique la plus importante depuis dix ans.

Le marché africain des télécommunications mobiles connaît l'expansion la plus rapide du monde.

Les faits témoignent, eux aussi, de la volonté et de l'ambition de l'Afrique de prendre elle-même son destin en mains. L'adoption du NEPAD en 2001, l'entrée en vigueur de l'Union africaine, l'année suivante, constituent une profonde mutation, mais aussi une occasion sans précédent de renforcer et de structurer le dialogue et le partenariat avec la communauté internationale, et singulièrement avec l'Union européenne.

Car entendons-nous bien, la volonté légitime de l'Afrique de forger son destin ne saurait être le prétexte à se désengager pour la communauté internationale. On ne saurait avoir une approche sélective de la mondialisation. On ne saurait jouer de la mondialisation et de l'ouverture des frontières pour accroître toujours plus les profits, et revenir à une vision hermétiquement close du monde dès lors que la solidarité est en jeu.

Penser que l'on peut laisser, sans dommages, l'Afrique en marge du monde, est tout aussi irréaliste que dangereux. Notre interdépendance vaut désormais dans tous les domaines.

Cela a des incidences concrètes:

-Tout d'abord, en matière de sécurité, et de paix. Le réalisme nous oblige à dire et à déplorer que tous les conflits ne suscitent pas le même intérêt, tant de la part des médias, des opinions publiques, des grandes puissances, que de la communauté internationale. Force est de constater, malheureusement, que toutes les vies ne se valent pas et que subsistent trop de conflits oubliés, trop de tragédies muettes.

L'implication accrue des instances africaines en faveur du continent ne saurait donc exonérer le Conseil de Sécurité des Nations unies et la communauté internationale de leurs devoirs d'assistance envers l'Afrique, tant dans le domaine de la prévention et de la résolution des conflits, que dans celui de la gestion des post-conflits et des crises humanitaires !

- Concernant, ensuite, le défi du développement et de l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale. L'aide publique au développement et la coopération internationale doivent rester au cœur des engagements, mais surtout des actions de la communauté internationale. Au rythme actuel, c'est avec cent ans de retard, en moyenne, - je dis bien cent ans ! - que nous atteindrons les Objectifs du millénaire pour le développement.

Ce retard accumulé nous oblige, non seulement à un effort considérable de rattrapage, mais aussi à une réforme de l'architecture institutionnelle internationale pour plus d'efficacité, de prévisibilité, de cohérence. Qu'il s'agisse de coordonner les institutions multilatérales, de remédier à l'émiettement des structures, des actions, des financements, de traquer les doublons. Qu'il s'agisse d'en finir avec cette querelle d'un autre temps entre l'aide bilatérale et l'aide multilatérale. Certains pays africains ont parfois à coopérer avec plus de 20 donateurs européens. Certains ministres des finances reçoivent jusqu'à 400 missions de donateurs chaque année !

- La dernière incidence, et non la moindre, concerne la nature même du partenariat qui doit s'instaurer. Le temps est venu de considérer l'Afrique comme un partenaire à part entière, et non plus comme un continent en développement voire sous-développé, comme un continent bénéficiaire voire assisté. Le temps est venu, pour toutes les raisons que j'évoquais, de considérer l'Afrique comme un acteur à part entière d'un monde en gestation, d'un monde qui doit être enfin véritablement multilatéral et multipolaire. Le temps est venu de donner vie au concept de l'Eurafrrique, que Léopold Sédar Senghor avait développé en son temps,

devant le Conseil de l'Europe, concept par lequel il consacrait la complémentarité de ces deux grands continents.

C'est dire que ce partenariat d'un nouveau type se doit d'être plus politique, plus ouvert, fondé sur l'écoute, le dialogue, l'échange d'expériences et de connaissances, le partage de valeurs.

Faisons grâce à l'Afrique et aux Africains de penser qu'ils connaissent mieux que quiconque les réalités de leur terrain, leurs spécificités. Faisons-leur la grâce de penser qu'ils sont les mieux placés pour définir leurs priorités, leurs choix, leurs stratégies. Faisons-leur la grâce d'admettre, enfin, qu'un tel partenariat ne peut s'épanouir que dans le long terme. Il y aura, sans doute, d'autres crises, d'autres conflits. La pauvreté ne sera pas éradiquée en l'espace de quelques années. Tout dialogue, toute coopération doit prendre en compte ces éventualités afin d'éviter, d'un côté, l'afro-pessimisme cynique, de l'autre l'afro-optimisme béat.

Je sais que tous ces paramètres, l'Union européenne souhaite les prendre en compte et en tirer toutes les conséquences. Et c'est en cela, aussi, que le partenariat entre l'Europe et l'Afrique est essentiel. Je dirais même que l'Union européenne a un rôle fondamental à jouer, un rôle de précurseur, d'éclaireur dans l'instauration d'un partenariat euro-africain exemplaire, où il ne s'agira plus tant d'évaluer les défis des uns et les obligations des autres, mais bien plutôt les défis et les obligations de tous.

Mesdames, Messieurs,

Voilà, en quelques mots, les réflexions que je souhaitais vous livrer. Je vous passe, sans tarder, la parole, tout en vous remerciant de votre attention.